



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



page 3 :
ANGOLA : LES NOUVEAUX ACCORDS
ENTRE ORGANISATIONS
NATIONALISTES NE REGLENT PAS
LA SITUATION

page 4 :
MARIAGE FORCÉ : UNE PRATIQUE
QUE NOUS DEVONS COMBATTRE

page 5 :
POUR LE DROIT A L'AUTO-
DETERMINATION DU PEUPLE
DU SAHARA ESPAGNOL

page 6 :
LA CRISE MALGACHE : LES
CLASSES DIRIGEANTES ONT-ELLES
TROUVE UN BONAPARTE ?

page 7 :
EN BREF D'AFRIQUE...

page 8 :
EN FRANCE, FACE A LA CRISE,
LES ORGANISATIONS OUVRIERES
LAISSENT LES TRAVAILLEURS
SE BATTRE EN ORDRE DISPERSE

page 9 :
ITALIE : LE SUCCES ELECTORAL
DU PCI NE SIGNIFIE PAS UN
CHANGEMENT PROFOND



prix: 1 Franc

N° : 30 — 30 juin 1975

MOZAMBIQUE

UNE DEFAITE DES COLONIALISTES ET UNE VICTOIRE POUR TOUS LES OPPRIMES

Enfin, depuis le 25 juin, l'indépendance d'un nouvel Etat en Afrique est proclamée, reconnue par l'impérialisme portugais. C'est la République Populaire du Mozambique.

Il a fallu quatorze années de lutte difficile pour que l'aspiration du peuple du Mozambique à disposer de lui-même soit enfin reconnue par la bourgeoisie portugaise. Nous, travailleurs révolutionnaires africains, saluons cette victoire, car l'aspiration à la dignité en tant que peuple et à l'indépendance politique est une aspiration légitime.

Cette victoire que la population du Mozambique vient de remporter a coûté la vie à des milliers de petites gens, de travailleurs, de paysans pauvres ; ce sont les mêmes petites gens qui, comme au Vietnam, ont montré aux opprimés de tous les pays que si nous sommes organisés, nous sommes forts et nous pouvons vaincre contre ceux qui nous oppriment, quelle que soit leur puissance militaire. Et c'est en ce sens qu'elle dépasse le cadre du seul Mozambique, car c'est une leçon pour tous les opprimés.

Bien sûr, la conquête de l'indépendance politique du Mozambique ne veut pas dire que l'émancipation sociale des exploités soit acquise. Le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) n'est qu'une organisation nationaliste petite-bourgeoise qui ne lutte pas pour l'émancipation de tous les opprimés. Son objectif se limite à l'indépendance nationale tout court, et ce sont les privilégiés et les intellectuels petits-bourgeois qui rêvent de l'être qui en seront les grands bénéficiaires, et cela, quel que soit le langage socialisant de ses dirigeants. Le Mozambique ne sera pas plus socialiste que la Guinée de Sekou ou la Tanzanie de Nyéréré, c'est-à-dire un socialisme en paroles, mais un nationalisme en fait qui ne peut apporter de solution à la population laborieuse du Mozambique. D'ailleurs, les dirigeants du FRELIMO ont été formés en Tanzanie à l'école de Nyéréré.

Pour nous, travailleurs révolutionnaires, la lutte pour le socialisme reste à mener au Mozambique comme dans les autres pays d'Afrique. Car il ne suffit pas de vaincre les colonialistes européens pour mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

ANGOLA

LES NOUVEAUX ACCORDS ENTRE ORGANISATIONS NATIONALISTES NE REGLENT PAS LA SITUATION

Sous la présidence de Jomo Kenyata, les trois organisations nationalistes angolaises — le MPLA (Mouvement populaire pour la Libération de l'Angola), le FNLA (Front National de Libération de l'Angola), et l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola) — ont signé un accord à Nakuru, au Kenya, le 21 juin. Accord qui, en principe, permet d'arrêter les affrontements militaires entre les organisations nationalistes.

Deux jours après la signature des accords de Nakuru, des affrontements armés ont éclaté à Luanda entre organisations rivales.

Les résolutions adoptées par les trois organisations ont du mal à être respectées. Mais, que disent ces accords ? Afin de préparer l'indépendance de l'Angola, les trois organisations nationalistes se proposent de rétablir le calme. Pour cela, l'une des premières mesures est le désarmement de la population civile. Ainsi, par cela même, les trois organisations montrent à quel point elles se méfient de la population et, en particulier, des travailleurs et des paysans pauvres angolais.

Par ailleurs, toujours d'après cet accord, les armées de ces différentes organisations fusionneront dans un seul corps qui sera sous contrôle du collège présidentiel. Ainsi, au lieu de l'existence de trois armées, il n'y en aurait qu'une. Mais personne n'empêchera, même dans ce cas, telle ou telle organisation d'influencer une fraction de cette unique armée pour arriver au pouvoir.

Car aucun de ces mouvements ne fait confiance aux autres. Chacun aspire au pouvoir, même si l'unité est décidée. Comme les accords précédents, les accords de Nakuru risquent d'être désavoués par l'une des trois parties.

En réalité, le problème demeure entier. Chacune de ces organisations ne pouvant s'imposer que par la force, les conflits ont toutes les chances de recommencer. D'autant plus que tel impérialisme joue son jeu et appuie une organisation contre les autres. C'est le cas de l'UNITA, de Jonas Savinbi, qui a le soutien de l'impérialisme américain.

Du fait de la nature de ces mouvements et du jeu de l'impérialisme, la situation reste grave. D'autant plus que les affrontements qui risquent de se produire ne se feront pas dans l'intérêt des masses opprimées.

MARIAGE FORCÉ UNE PRATIQUE QUE NOUS DEVONS COMBATTRE

Le mariage forcé existe encore en Afrique, dans les pays musulmans, tels le Mali, la Mauritanie ou le Sénégal, mais aussi dans de nombreux autres pays. Un certain nombre de travailleurs africains émigrés ici subissent encore l'oppression de la famille malgré la distance de 5 000 kilomètres qui nous sépare du village natal. En effet, si nous envoyons de l'argent à nos parents pour qu'ils s'achètent de la nourriture, dans les réponses que nous recevons, nous apprenons que de la nourriture et du bétail ont bien été achetés, mais aussi qu'une femme a été réservée par la même occasion. Une "caution" est en quelque sorte souvent accordée aux parents de la fille en attendant qu'on nous demande d'envoyer à ceux-ci des sommes allant jusqu'à 100 000 francs CFA. Il faut que tu reviennes, nous dit-on, car ta fiancée est bientôt en âge de se marier.

Le résultat, c'est que la fille est achetée, et cela pour "servir de femme" à un homme qu'elle ne connaît pas. D'ailleurs, nombre de femmes n'acceptent pas de gaité de cœur d'être cédées contre leur gré. Et, parfois, certaines ne voient d'autres solutions que de mettre fin à leurs jours.

Cela est significatif de la place subalterne que la femme occupe, principalement dans les villages, où des traditions moyenâgeuses survivent le plus. La femme n'est pas considérée comme l'égale de l'homme.

Tout ouvrier conscient doit combattre ces mœurs et ces pratiques, car tolérer qu'il y ait une catégorie humaine opprimée, c'est tolérer l'oppression tout court ; cette même oppression que les travailleurs subissent.

Engels disait : "On mesure le degré d'oppression d'une société au degré d'oppression de la femme". Et nous ne pouvons nous émanciper réellement nous-mêmes en maintenant dans l'oppression d'autres êtres humains.

POUR LE DROIT A L'AUTODETERMINATION DU PEUPLE DU SAHARA ESPAGNOL

L'affaire du Sahara dit espagnol fait à nouveau du bruit. Cela devient un motif de tension entre le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie qui lui sont limitrophes. Il en est de même entre ces trois pays et l'Espagne.

Le Sahara espagnol est l'une des dernières colonies européennes en Afrique. Dans cette colonie de trente mille habitants, il y a un soldat espagnol pour deux Saharais. Cette région s'achemine vers la fin de la domination coloniale et, paradoxalement, c'est l'Espagne qui apparaît comme partisan de l'indépendance. Pour l'Espagne, maintenir une forme de domination coloniale risque de poser des problèmes énormes. Mais, par contre, l'Espagne voudrait avoir un droit de regard sur les richesses minières du pays. Les gisements de phosphates du Sahara espagnol sont parmi les plus riches du monde.

Ainsi, pour contrôler ces richesses, l'Espagne pense qu'en donnant l'indépendance, en favorisant l'existence d'un minuscule Etat, trop faible par rapport à elle, elle pourra favoriser la mise en place d'un fantoche au pouvoir qui lui soit entièrement dévoué. En fait, l'Espagne mène la même politique que l'impérialisme français vis-à-vis de ses colonies de l'Ouest africain en 1960.

Mais cette visée de la politique coloniale de l'Espagne se heurte à celle du Maroc et de la Mauritanie. Chacun de ces pays revendique le Sahara espagnol comme partie intégrante de son territoire.

Au Maroc, Hassan II mène une campagne qui se prétend anti-coloniale et anti-impérialiste. Ce roi réactionnaire se donne des allures libérales pour intégrer le Sahara à son empire. Et l'opposition a oublié ses griefs vis-à-vis de Hassan II pour revendiquer aussi le Sahara espagnol comme partie intégrante du territoire marocain.

Dans cette affaire, tout le monde se préoccupe de ses intérêts et personne ne demande l'avis des Saharais. Tous ces soi-disant libérateurs oublient le droit à l'auto-détermination du peuple saharai.

Si le peuple saharai veut se rattacher au Maroc ou à la Mauritanie, il est seul juge. De même qu'il est le seul à juger s'il veut choisir son indépendance.

En tout cas, ni Hassan II, ni Ould Daddah ne peuvent apporter une solution aux aspirations des Saharais, car les solutions qu'ils proposent ne sont qu'une manière de récupérer les richesses de cette région à leur profit.

LA CRISE MALGACHE

LES CLASSES DIRIGEANTES ONT-ELLES TROUVE UN BONAPARTE ?

Il semblerait donc que les classes dirigeantes ont choisi une solution à la crise de direction qu'elles n'arrivaient pas à résoudre depuis le "Mai malgache" de 1972, en mettant à la tête Didier Ratsiraka. C'est en effet le seul "homme fort" bénéficiant de surcroît de l'auréole progressiste. Il passe pour avoir du "caractère" pour être capable de jouer le rôle d'arbitre entre les différents clans qui s'entredéchiraient plus ou moins en sourdine au sein de l'armée et hésitaient jusqu'ici entre deux politiques. Les uns sont favorables à la servilité vis-à-vis de l'impérialisme français, les autres partisans d'une politique nationaliste plus radicale favorable à un marchandage et à une ouverture au plus offrant face aux différents impérialismes internationaux. Ce choix s'est avéré fort difficile car, bien que Ratsiraka bénéficie de la cote la plus élevée, le directoire militaire ne se serait prononcé en sa faveur que par dix voix contre huit au commandant Soja, le 17 mai dernier.

Les classes dirigeantes semblent s'orienter vers la deuxième solution et elles ont peut-être la possibilité de mener cette politique.

Or, pour choisir cette politique et l'imposer aux classes dirigeantes, il fallait un homme qui soit capable de s'élever au-dessus du jeu démocratique et qui ait, sans se soucier d'un vote, suffisamment d'autorité et d'audience pour imposer ses vues tant aux "modérés" qu'aux deux "extrêmes" parmi les classes dirigeantes.

La personnalité de Ratsiraka lui a permis, il est vrai, de prendre un certain nombre de mesures dans ce sens : ordonnance décidant la nationalisation des banques, des sociétés d'assurances et du secteur cinématographique, mesure essentiellement dirigée contre la mainmise étrangère.

Cette orientation sera-t-elle poursuivie jusqu'au bout ou, au contraire, se contentera-t-il de demi-mesures comme ses prédécesseurs depuis 1972 ? Son pouvoir est trop peu consolidé pour qu'on puisse le dire sans se tromper. La partie n'est pas forcément terminée. Il est d'autant plus difficile de se prononcer que la crise s'est limitée aux classes dirigeantes et que ces dernières n'ont eu qu'à régler les problèmes entre elles et choisir.

Mais cette crise n'est pas accidentelle car des raisons sociales profondes en sont à l'origine. Elle affecte l'ensemble des classes de la population.

Demain la bourgeoisie nationale aura peut-être affaire aux classes exploitées exaspérées par la dégradation de la situation économique. Cela modifierait considérablement les données du problème.

Et des hommes comme Ratsiraka seront incapables alors d'offrir une issue, car cette issue ne peut se trouver dans le cadre d'une politique exclusivement nationaliste, même si elle se radicalisait.

EN BREF D'AFRIQUE

CONTRE LE NATIONALISME : TRAVAILLEURS DU MALI ET DE LA HAUTE-VOLTA, UNISSONS-NOUS !

Le guerre va-t-elle recommencer entre le Mali et la Haute-Volta ? Le conflit frontalier a eu un rebondissement au début du mois de juin. Une fois encore, les soldats des deux camps ont utilisé les armes pour régler le conflit. Le gouvernement malien s'est vanté d'être le plus fort sur le champ de bataille car, selon lui, plusieurs soldats adverses auraient été emprisonnés et leurs armes confisquées.

L'OUA, organisation des fantoches, dite de l'unité africaine, a essayé de faire intervenir des médiateurs acceptés par les deux parties pour trouver pour la deuxième fois une issue acceptable tant par Moussa Traoré que par Lamizana. Mais ni la commission de médiation, ni le "Comité technique neutre" ne semblent pouvoir résoudre le problème car, depuis l'année dernière, ils se sont réunis plusieurs fois pour pouvoir concilier les positions.

Mais pourquoi cette guerre ? Il semblerait que des richesses minières ont été trouvées sur la région frontalière. Des gisements de manganèse, de pétrole ou de gaz ont été découverts et chacun des deux dictateurs veut s'accaparer ces richesses en faisant siennes les régions concernées. L'impérialisme français n'est pas étranger dans cette guerre, car c'est bien lui qui est à l'origine des découpages artificiels et des frontières. C'est lui qui a morcelé une grande partie de l'Afrique pour mieux régner.

Aujourd'hui, les fantoches en place ne font qu'appliquer ce que leurs maîtres impérialistes leur ont appris.

Les travailleurs et les paysans pauvres voltaïques et maliens n'ont pas à soutenir l'un ou l'autre des dictateurs, car ce serait se tromper d'adversaire. Leurs adversaires ne sont pas les pauvres gens de l'un ou l'autre pays, ni ceux qui habitent les régions frontalières.

Leurs ennemis mortels sont ceux qui sont au pouvoir.

QUI SONT LES RESPONSABLES DES PITRERIES SANGLANTES D'IDI AMIN DADA ?

Les sinistres "exploits" du clown de Kampala auront décidément défrayé la chronique. Sur les deux ressortissants britanniques : Stanley Smolen, accusé d'avoir stocké deux litres d'huile de ricin, et Denis Hills, accusé d'avoir insulté le généralissime Idi Amin Dada dans un livre, seul le premier a été libéré des griffes du dictateur de l'Ouganda. Denis Hills est menacé de la peine de mort si Callaghan, ministre britannique des Affaires étrangères, ne vient pas en personne s'humilier devant Idi Amin pour demander sa grâce.

Le chantage aura-t-il réussi ou un compromis sera-t-il conclu dans les coulisses entre les deux parties ? Il n'est pas possible de le savoir actuellement. En tout cas, le fait que l'Angleterre qui, jadis, faisait la pluie et le beau temps dans de nombreux pays d'Afrique soit contrainte d'envoyer un de ses représentants s'agenouiller n'est pas pour nous gêner. Cela dit, il est certain que se "venger" de notre dignité bafouée à la manière d'Idi Amin ne mène à rien. Bien au contraire, ce type de "vengeance" est plus à même de déclencher la répugnance qu'autre chose, et Amin est un clown sanglant.

Et si un citoyen britannique aura senti le froid dans le dos pendant quelque temps, c'est tous les jours que les citoyens ougandais subissent la dictature. Des centaines d'Ougandais se trouvent en prison, d'autres sont exécutés.

Que des pitres sanglants à la Amin Dada gouvernent en Afrique, la responsabilité en incombe aux impérialistes, ceux-là même qui se plaignent aujourd'hui du retour du bâton. Idi Amin, qui se distingue aujourd'hui, a fait ses premières armes dans l'armée impérialiste anglaise où il finit comme sergent-chef. D'ailleurs, en 1971, le coup d'Etat d'Idi Amin, placé à la tête de l'armée par l'Angleterre, a été approuvé à Londres, qui croyait voir en lui une brute plus à même d'être à sa dévotion que son prédécesseur jugé trop intelligent. Alors, les dirigeants anglais qui sont sur la sellette aujourd'hui n'ont pas à s'offusquer : leur élève ne se conduit que comme ses maîtres le lui ont appris.

EN FRANCE FACE A LA CRISE LES ORGANISATIONS OUVRIERES LAISSENT LES TRAVAILLEURS SE BATTRE EN ORDRE DISPERSÉ

Actuellement, de nombreux travailleurs sont en grève dans plusieurs dizaines d'entreprises en France. Grèves défensives pour la garantie de l'emploi et contre les mesures d'austérité telles le chômage partiel ou les licenciements collectifs, mais aussi grèves offensives pour les augmentations de salaire, toutes ces luttes montrent que les travailleurs en France ne sont pas décidés à accepter passivement de subir les conséquences de la crise. Ni l'emploi des CRS, ni celui des nervis patronaux, qui utilisent des chiens spécialement dressés, contre les grévistes ne réussissent à entamer la volonté d'action des travailleurs.

Mais ces luttes se développent en ordre dispersé. Les grèves dans les PTT à l'automne dernier, celles des aciéries d'Usinor à Dunkerque, il y a quelques semaines, celles qui se déroulent en ce mois de juin aux Câbles de Lyon à Clichy, à Chausson, restent des mouvements qui, même quand ils se déroulent en même temps, sont isolés, sans coordination.

Pourtant, la situation exigerait une réponse d'ensemble de la classe ouvrière. Car les problèmes qui se posent à elle sont des problèmes généraux qui ne peuvent trouver de solutions au niveau d'une seule usine. Ni la lutte contre le chômage, ni la lutte contre l'inflation ne peut être efficace au niveau d'une entreprise, mais exige que la classe ouvrière agisse selon un plan d'action qui exprime les revendications de l'ensemble des travailleurs. Ce serait le rôle des grandes organisations ouvrières françaises de mettre en avant un tel plan, d'organiser la coordination de toutes les luttes qui ont lieu actuellement afin que la combativité ouvrière puisse converger en une vaste contre-offensive de la classe ouvrière. Et, pourtant, elles ne font rien pour cela.

Certes, la CGT, la plus puissante d'entre elles, ainsi que la CFDT appuient le plus souvent ces luttes, mais sans en faire un élément de riposte générale. Ces centrales syndicales, et les organisations politiques auxquelles elles sont liées — le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste — offrent comme unique perspective la victoire de l'Union de la Gauche aux élections qui doivent avoir lieu... dans trois ans. Pourtant, l'offensive de la bourgeoisie contre le niveau de vie des travailleurs exige une riposte qui ne peut attendre ni trois ans, ni même un an, en admettant que la perspective électorale puisse offrir une issue. C'est aujourd'hui que la crise frappe. C'est dès maintenant que se pose le problème du chômage, de l'inflation. En refusant de donner des perspectives immédiates, générales, qui s'appuieraient sur les luttes des travailleurs, les grandes organisations qui disposent d'une influence majoritaire sur la classe ouvrière française, et en particulier le PCF, laissent les travailleurs impuissants et désarmés. Et pourtant, ces organisations auraient des moyens d'organiser cette riposte. Comme elles auraient les moyens de s'opposer aux exactions des milices anti-ouvrières organisées par les patrons. Il suffirait qu'elles mobilisent les travailleurs dans leur ensemble dans les banlieues ouvrières, dans les municipalités dont ils assurent la gestion, pour qu'aucun CRS, aucun nervis, aucun membre de commandos d'extrême-droite ne puisse parader face aux piquets de grève. Pourquoi les organisations ouvrières ne le font-elles pas, pourquoi ne proposent-elles pas aux travailleurs de s'organiser pour assurer leur propre défense et la défense de leur grève ?

Des groupes de travailleurs organisés sauraient s'opposer à la violence des flics patronaux de façon plus efficace que la police officielle complice des patrons. Ils sauraient s'opposer à la violence raciste que subissent les travailleurs émigrés. Ni la CGT, ni le PCF ne le font parce qu'ils refusent de mettre en cause la légalité bourgeoise, cette légalité que les bourgeois eux-mêmes n'hésitent pas pourtant à transgresser lorsque cela les arrange. En cela, ils trahissent les travailleurs qui leur font confiance. Pour vaincre, pour faire en sorte qu'ils ne subissent pas les effets de la crise, les travailleurs doivent se doter d'une organisation révolutionnaire, c'est-à-dire d'une organisation qui ne vise pas à replâtrer l'ordre bourgeois, mais qui lutte sans concession pour le mettre bas, pour édifier une société d'où sera bannie l'exploitation de l'homme par l'homme.

ITALIE

LE SUCCES ELECTORAL DU PCI NE SIGNIFIE PAS UN CHANGEMENT PROFOND

Les élections régionales du 15 juin en Italie se sont traduites par un succès du Parti Communiste Italien qui est le deuxième parti du pays. Il a en effet récolté 33,40% du suffrage et gagne ainsi 5% de plus par rapport aux élections de 1972. La démocratie chrétienne voit sa position fortement entamée alors qu'elle est la grande organisation en Italie.

Cette poussée spectaculaire de la gauche aux élections a une signification importante. Non pas en elle-même, mais parce qu'elle permet de mesurer l'évolution de la classe ouvrière et des classes laborieuses devant la crise qui sévit en Italie depuis plusieurs années.

Ainsi devant la crise permanente et l'instabilité du gouvernement bourgeois qui ne peut apporter aucune solution aux problèmes des salaires, du chômage, une partie plus grande de la classe ouvrière et peut-être de la petite bourgeoisie se tourne vers les organisations de gauche pour trouver une issue.

Seulement en Italie, le Parti Communiste exerce une influence décisive sur la classe ouvrière. Et au lieu de préparer les travailleurs à se mobiliser sur leurs objectifs propres, il use de son audience pour essayer de se faire admettre par les partis bourgeois et accéder au gouvernement avec la démocratie chrétienne qui était son ennemie de la veille. C'est ce que le PCI appelle "le compromis historique".

Or actuellement la bourgeoisie italienne ne semble pas souhaiter la collaboration des partis ouvriers. Elle estime ne pas en avoir besoin pour contenir la classe ouvrière. De plus l'impérialisme américain ne semble pas décidé à admettre la participation du PCI dans ce pays.

Il faudra une crise sociale encore plus profonde pour que la bourgeoisie italienne fasse appel aux partis de gauche, en particulier au PCI. Dans ce cas-là, ce sera pour aider à calmer l'explosion sociale et faire accepter des sacrifices à la classe ouvrière. A moins que la bourgeoisie choisisse une autre solution et n'hésite pas à déclarer la guerre à la classe ouvrière. Dans ce cas la voie à une dictature du type Pinochet risque d'être ouverte. Ces deux solutions pouvant être choisies l'une après l'autre.

Ces élections prouvent que les travailleurs italiens veulent un profond changement politique. Or en Italie comme dans la plupart des pays européens les organisations traditionnelles de la classe ouvrière n'offrent aucun n'autre avenir que le maintien du système bourgeois.

Heureusement, le sort des travailleurs italiens ne dépend pas uniquement de la politique de ces organisations. Cela dépend aussi de sa prise de conscience et de l'évolution de la situation qui pourra favoriser la naissance d'organisation d'avant-garde capable de transformer la société italienne. Et la construction d'une telle organisation est plus qu'une nécessité en Italie comme dans tous les pays.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.